



MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION & D'ORIENTATION

3, Avenue Monmoine

17 160 MATHA

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

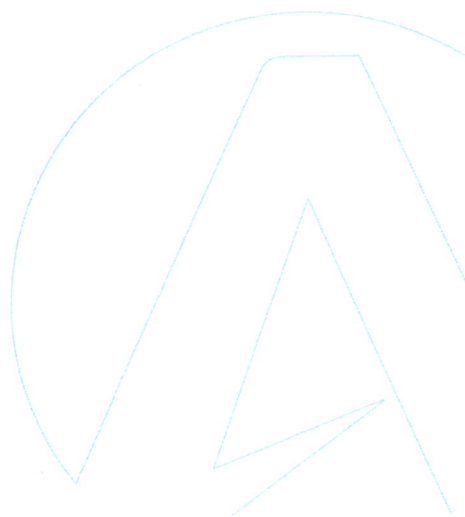
sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025

présenté à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 26 MARS 2026

5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282
85007 **LA ROCHE-SUR-YON CEDEX**
02 51 37 07 78
adeciaaudit@adecia.fr

SARL ADECIA AUDIT au capital de 240 408 € | SARL de Commissaires aux comptes | Membre de la Compagnie
Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique | RCS LA ROCHE-SUR-YON 418 908 927 | TVA
intracommunautaire FR 31 418 908 927





MAISON FAMILIALE DE MATHA

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2025

A l'assemblée générale de l'Association MFR,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **MAISON FAMILIALE RURALE** » relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

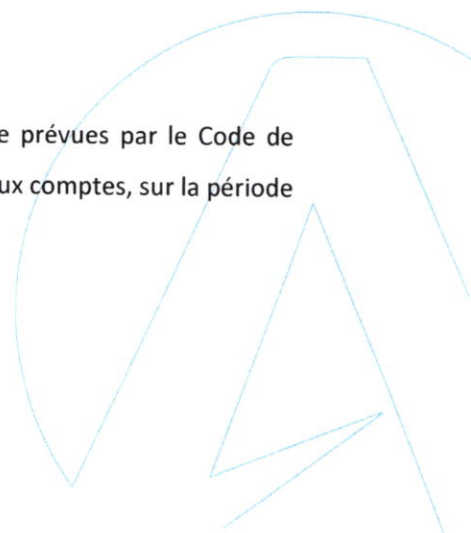
Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de mon rapport.





OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe légale des comptes annuels qui mentionne le nouveau règlement de l'ANC 2022-06 appliqué par l'association.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

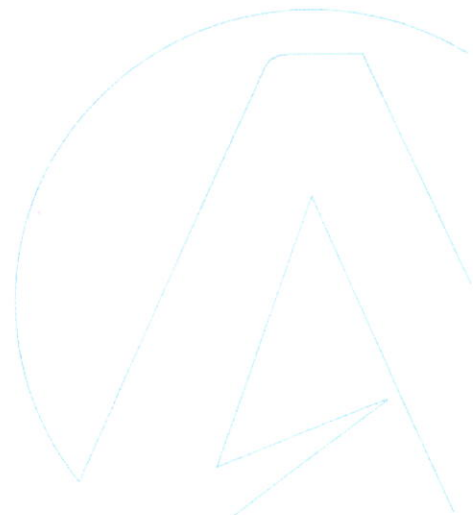
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Je me suis assuré de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière du Conseil d'Administration et les comptes annuels adressés aux membres.





RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultats d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de gestion de votre association.





Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Fait à La Roche-sur-Yon,

Le 27 février 2026

Pascal BERNARD

Commissaire aux comptes



BILAN

Exercice Du 01/01/2025

Au 31/12/2025

ACTIF		Exercice : 2 025	Durée : 12 Mois	Exerc. : 2 024	12 Mois
		BRUT	AMORT. PROV.	NET	% ACTIF
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE					
A C T I F	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	7 361	7 228	133	
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	7 361	3 275	4 085	5 221
	Fonds commercial				
I M M O B I L I S A T I O N S	Autres immobilisations incorporelles		3 953	-3 953	-3 953
	Immob. incorp. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	2 219 978	1 576 781	643 197	59
	Terrains	24 392		24 392	24 392
	Constructions	1 858 348	1 302 418	555 931	579 638
M M O B I L I S A T I O N S	Instal. techniques, mat. et out. ind.	50 789	34 304	16 485	15 370
	Autres immobilisations corporelles	286 449	240 060	46 389	53 020
	Immob. corp. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (1) :	397		397	352
	Participations	290		290	290
L I M M O B I L I S A T I O N S	Créances rattachées à des participations				
	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés	107		107	61
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL I		2 227 737	1 584 009	643 727	59
A C T I F	STOCKS ET EN-COURS :	5 486		5 486	1
	Matières premières et autres approv.	5 486		5 486	5 620
	En-cours de productions: biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
C R E A N C E S	AVANCES ET ACPTEES VERSES /COMMANDES	1 506		1 506	150
	CREANCES (2) :	300 508	17 693	282 815	26
	Créances clients et cptes rattachés	272 460	17 693	254 767	259 611
	Autres créances	12 081		12 081	17 917
	Charges constatées d'avance *	15 967		15 967	
U L I M M O B I L I S A T I O N S	Capital souscrit-appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :				
	Actions propres				
	Autres titres				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
C O R P O R A T I O N S	DISPONIBILITES	159 785		159 785	15
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE *				15 386
	TOTAL II	467 285	17 693	449 592	41
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)				
	PRIMES DE REMB. DES EMPRUNTS (IV)				
P G R A M M E S	ECARTS DE CONVERSION ET DIFFERENCES D'EVALUATION ACTIF (V)				
	TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I + II+ III + IV + V)	2 695 022	1 601 702	1 093 320	100
(1) Dont à moins d'un an					
(2) Dont à moins d'un an					
* Les charges constatées d'avance ne sont prises dans le total des créances que pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2025					

BILAN

Exercice Du 01/01/2025

Au 31/12/2025

PASSIF		Exercice : 2025 Durée: 12 Mois	% PASSIF	Exercice : 2024 Durée: 12 Mois	% PASSIF
C	CAPITAL (dont versé:)	42 389	4	42 389	4
A	PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT				
P	ECARTS DE REEVALUATION	147 698	14	147 698	
I	ECART D'EQUIVALENCE				
T	RESERVES	90 964	8	90 964	8
A	Réserve légale				
U P	Réserves statutaires ou contractuelles				
X R	Réserves réglementées				
O	Autres Réserves	90 964		90 964	
P	REPORT A NOUVEAU	-48 950	-4	-83 657	-7
R	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-60 630	-6	34 707	3
E	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	400 226	37	430 616	38
S	PROVISIONS REGLEMENTEES				
	TOTAL I	571 697	52	662 717	46
P S	PROVISIONS POUR RISQUES				
R I	PROVISIONS POUR CHARGES	18 103	2	31 451	
O O					
V N	TOTAL II	18 103	2	31 451	
I S					
D	EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES				
E	AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES				
T	EMPR. ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (2)	169 313	15	175 362	16
T	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	40 000	4		
E	INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME				
S	AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS				
	DETTE SOLDE FINANCIER DU PLAN RJ				
	DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	55 313	5	67 244	6
	DETTE FISCALES ET SOCIALES	87 401	8	55 062	5
	DETTE SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES				
	AUTRES DETTES			30	
C	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	151 492	14	137 979	12
O R					
M E	TOTAL III (1)	503 519	46	435 677	39
P G					
T U					
E L	ECARTS DE CONVERSION ET DIFFERENCES D'EVALUATION PASSIF (IV)				
S					
	TOTAL GENERAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	1 093 320	100	1 129 845	87
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)					
(2) Dont emprunts participatifs					

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

Exercice Du 01/01/2025

Au 31/12/2025

RUBRIQUES	Exerc.: 2 025 <i>12 mois</i>	Exerc.: 2 024 <i>12 mois</i>
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Ventes de marchandises	679	3 215
Production vendue (biens et services)	428 484	444 133
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	429 163	447 348
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions	500 877	481 130
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	36 065	80 959
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Autres produits	2 722	2 449
TOTAL I	968 828	1 011 886
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achat de marchandises		1 606
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements	71 803	70 361
Variation de stock	134	483
Autres achats et charges externes	237 583	208 347
Impôts, taxes et versements assimilés	9 699	8 311
Charges du personnel Salariés	600 484	612 301
Rémunération et/ou cotisations sociales du dirigeant TNS		
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
Sur immobilisations: dotations aux amortissements	76 390	79 712
Sur immobilisations: dotations aux provisions		
Sur actif circulant: dotations aux provisions	7 548	4 783
Dotations aux provisions	18 103	31 451
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Autres charges	5 312	3 154
TOTAL II	1 027 056	1 020 510
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-58 228	-8 624

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

Exercice Du 01/01/2025

Au 31/12/2025

RUBRIQUES	Exerc.: 2 025 12 mois	Exerc.: 2 024 12 mois
QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN :		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations (2)		
D'autres valeurs mobilières et créances actifs immobilisé (2)		
Autres intérêts et produits assimilés (2)	1 309	2 438
Reprises sur provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits net s/ cessions de valeurs mobilières de placement et d'instrument de trésorerie		
TOTAL V	1 309	2 438
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (3)	3 710	2 899
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes s/ cessions de valeurs mobilières de placement et d'instrument de trésorerie		
TOTAL VI	3 710	2 899
2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-2 401	- 460
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II +III -IV +V -VI)	-60 630	-9 084
PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII) :		45 279
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII) :		1 488
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		43 792
Participations des Salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les Bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	970 137	1 059 603
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 030 766	1 024 896
BENEFICE OU PERTE	-60 630	34 707
(2) Dont produits concernant les entités liées		
(3) Dont intérêts concernant les entités liées		

I. FAITS MARQUANTS ET SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'entreprise présente les caractéristiques suivantes :

Total du Bilan :	1 093 320 €
Chiffre d'affaires :	429 163 €
Résultat :	-60 630 €

L'exercice couvre la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

L'exercice comptable est marqué par :

- La diminution du nombre d'élèves 2024 ayant pour conséquence la baisse de subventions en 2025 : -30000€
- Moins de prestations de location de salle de la MFR aux particuliers ou entreprises extérieures, « du fait de la vétusté de l'établissement » retour clients : -15000€
- Frais exceptionnels de + 20000€ impactant les frais de personnels
- L'augmentation des frais d'investissements et travaux pour remise aux normes SSi et divers de l'établissement suite aux commissions sécurité
- Diminution des frais de personnel, en lien avec la diminution de la provision IFC (départ à la retraite successif)
- Financements par crédits divers ce qui mets la trésorerie en

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

A. Principes généraux

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, homologué par arrêté du 26 décembre 2023 publié au Journal officiel du 30 décembre 2023.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance de l'exercice.

La méthode de base, retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, est la méthode des coûts historiques.

Dans le cadre de la mise en œuvre du règlement ANC 2022-06, les changements majeurs concernent le compte de résultat, à savoir :

- La suppression de la technique du transfert de charges,
- La nouvelle définition du résultat exceptionnel.

Les comptes annuels de l'exercice précédent n'ont pas été modifiés, en conséquence :

- Le poste transfert de charges de l'exercice précédent sera présenté avec les reprises de provisions,
Les produits et charges exceptionnels demeurent en résultat exceptionnel y compris les cessions d'immobilisations

B. Mode et Méthode d'évaluation

1. Immobilisations corporelles

Si un ou plusieurs éléments constitutifs d'un actif ont chacun des utilisations différentes ou procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.

Sur ces bases, une analyse des éléments constitutifs des biens immobilisés a été menée. Ce travail a amené à constater que les immobilisations corporelles détenues par l'entreprise ne pourraient pas être décomposées, soit du fait de leur caractère d'immobilisations complexes spécialisées correspondant à des éléments qui, bien que séparables par nature, sont techniquement liées par leur fonctionnement, soit par le caractère non significatif des composants identifiés.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction des durées généralement admises suivant les durées habituelles admises par la profession.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- Constructions sur sol d'autrui	10-20-25 ans
- A.A.I. des constructions sur sol d'autrui	5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels	5 à 10 ans
- Agencement de matériel	5 à 10 ans
- AAI divers	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 - 5 ans
- Matériel de bureau informatique	3 et 5 ans
- Mobilier de bureau	5 et 10 ans

2. Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement et autres immobilisations incorporelles

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est, le cas échéant, constituée pour tenir compte de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

3. Stocks et encours

- Stocks de matières premières : ils sont évalués suivant la méthode premier entré / premier sorti. Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu, sauf écart significatif.
- Stocks de marchandises : ils sont évalués suivant la méthode premier entré / premier sorti. Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu, sauf écart significatif.
- Stocks de produits fabriqués et en cours : ils sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production.

4. Créances et Dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provisions, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

III. NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES ET INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

A. Capital social

A la clôture de l'exercice, le capital social est composé de (actions ou parts) entièrement libérées d'une valeur nominale, de €, chacune, soit un capital social en euros de €.

B. Provisions inscrites au bilan

Objet de la provision	Dépréciation des Titres	Dépréciation des stocks	Dépréciation des comptes clients	Pour litiges	
Argumentation de la provision			Fonction des risques de non recouvrement		
Exercice 01/01/2025 au 31/12/2025					
Début	0	0	14758.51	0	0
Dotations	0		7548.23		
Reprises	0		4613.95		
Fin	0	0	17692.79	0	0
Exercice 01/01/2024 au 31/12/2024					
Début	0	0	13543.60	0	0
Dotations			4783.21		
Reprises	0		3568.30		
Fin	0	0	14758.51	0	0
Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023					
Début	0		10474.08		
Dotations	0		7656.08		
Reprises			4586.56		
Fin	0	0	13543.60	0	0

C. Actif immobilisé et amortissements

1. Immobilisations

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Immobilisations Incorporelles	7 361	0	0	7 361
Immobilisations Corporelles	2 175 028	46 030	1 080	2 219 978
Immobilisations Financières	352	46	0	397
TOTAUX	2 182 740	46 076	1 080	2 227 737

2. Amortissements

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Immobilisations Incorporelles	6 092	1 136	0	7 228
Immobilisations Corporelles	1 502 607	75 254	1 080	1 576 781
TOTAUX	1 508 699	76 390	1 080	1 584 009

D. Echéances des créances et des dettes**1. Créances**

ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux et litigieux	36 953	36 953	
Autres créances clients	235 508	235 508	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	81	81	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	12000	12000	
Etat – Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	15 967	15 967	
TOTAUX	300 509	300 509	

2. Dettes

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligatoires convertibles				
Autres emprunts obligatoires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an l'origine	169 313	68 501	87 556	13 256
Emprunts et dettes financières divers	40 000	40 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	55 313	55 313		
Personnel et comptes rattachés	45 639	45 639		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	31 445	31 445		
Etat – Impôts sur les bénéfices				
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée				
Etat – Obligations cautionnées				
Etat – Autres impôts, taxes et assimilés	10 317	10 317		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	151 492	151 492		
TOTAUX	490 078	389 266	87 556	13 256

E. Comptes de régularisation Actif et Passif

1. Les charges à payer inscrites dans les comptes de passif sont composées de :

- Les emprunts et dettes financières	207 €
- Fournisseurs : factures non parvenues	24 930 €
- Clients : Avoirs à établir :	0 €
- Les dettes fiscales et sociales	21 297 €

2. Les produits à recevoir inscrits dans les comptes d'actif sont composés de :

- Clients : factures à établir	0 €
- Fournisseurs : Avoirs à recevoir	0 €
- Les créances fiscales et sociales	12 000 €
- Autres créances	0 €

3. Les charges constatées d'avance s'élèvent à 15 967 €.

Elles sont principalement constituées des loyers, assurances, publicités, abonnements versés d'avance, en conséquence les montants seront comptabilisés en charges au cours de l'exercice suivant.

4. Les produits constatés d'avance s'élèvent à 151 492 €.

Ils sont essentiellement constitués de produits perçus d'avance, en conséquence les montants seront comptabilisés en produits au cours de l'exercice suivant.

F. Effectif moyen

L'effectif moyen au cours de l'exercice a été de 17.00 personnes dont 0.00 travailleurs handicapés et se décompose de la manière suivante :

- - Formateurs/animateurs 11
- - *Personnel de service* 2
- - *Agents administratifs* 2
- - *Apprentis* 1

G. Ventilation du chiffre d'affaires

	31/12/2025
Chiffre d'affaires France	429 163
Chiffre d'affaires Export	0
Chiffre d'affaires total	429 163

IV. Informations relatives aux engagements et autres informations**A. Dettes garanties par sûretés réelles**

- Hypothèque *néant*
- Nantissement (gage) *néant*

B. Engagements financiers

- Avals, cautions et garanties *néant*
- Autres engagements reçus *néant*

C. Crédits baux engagements donnés

- Crédits baux immobiliers *néant*
- Crédits baux mobiliers *néant*

	Terrains	Constructions	Matériel	Autres	Total
VALEURS D'ORIGINE					
REDEVANCES PAYEES					
-cumuls exercices antérieurs					
-dotation de l'exercice					
REDEVANCES A PAYER					
-à un an au plus					
-à plus d'un an et cinq ans au plus					

-à plus de cinq ans					
VALEURS RESIDUELLES					
-à un an au plus					
-à plus d'un an et cinq ans au plus					
-à plus de cinq ans					
MONTANTS PRIS EN CHARGES DANS L'EXERCICE					

D. Engagement Retraite

L'indemnité de fin de carrière est de 18103.26 €.

Modalité de calcul des engagements en matière de retraite :

- Convention collective

E. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes relatifs à l'exercice 2025 sont évalués à 3207.60 €.



MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION & D'ORIENTATION

3, Avenue Monmoine

17 160 MATHA

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

présenté à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 26 MARS 2026

5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282
85007 **LA ROCHE-SUR-YON CEDEX**
02 51 37 07 78
adeciaaudit@adecia.fr

SARL ADECIA AUDIT au capital de 240 408 € | SARL de Commissaires aux comptes | Membre de la Compagnie
Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique | RCS LA ROCHE-SUR-YON 418 908 927 | TVA
intracommunautaire FR 31 418 908 927





MAISON FAMILIALES DE MATHA

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31/12/2025

À l'Assemblée générale de l'association MFR,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre société, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

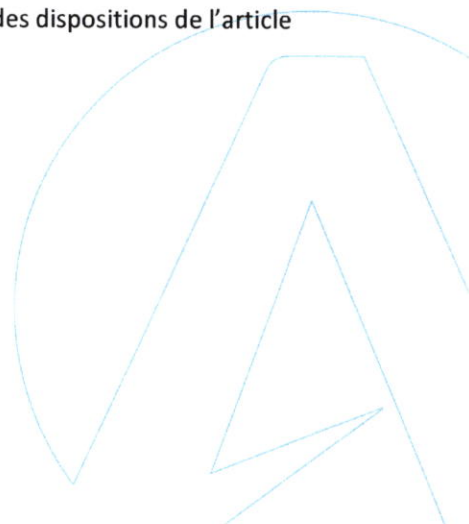
Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.





CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conformément aux dispositions statutaires de votre société, j'ai été informé que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Personnes Concernées :

- Votre Conseil d'Administration

Nature et Objet :

- Indemnisation des kilomètres effectués pour votre association avec leurs véhicules personnels

Modalités :

- Montant pris en charge sur l'exercice : 0€

Fait à La Roche-sur-Yon,

Le 27 février 2026

Pascal BERNARD

Commissaire aux comptes

